

SAVOIRS PASSES, SAVOIRS ACTUELS

Le cas de Sid- El- Houari

MADANI Mohamed*

Le visiteur des médinas dans les pays maghrébins autres que l'Algérie ne peut manquer de s'étonner de la vitalité économique et de l'animation socioculturelle qui caractérisent ces espaces historiques. En même temps, une interrogation ne peut manquer de se faire jour sur la pertinence et la justesse d'une politique urbaine dont le mode opératoire repose essentiellement sur la marginalisation des centres anciens et l'oubli des activités et savoir-faire traditionnels. La prospérité économique et sociale ne peut-elle survenir aussi de la jonction de toutes les ressources produites et accumulées par le génie d'un peuple à travers les siècles ?

Dans le domaine de son rapport à son identité historique, l'Algérie est, aujourd'hui, à la croisée des chemins. Et, elle semble en être consciente. Rupture ou continuité ? Le dilemme et l'enjeu des évolutions actuelles se posent en ces termes.

S'agit-il de poursuivre la « voie de développement » telle qu'on l'a vu se dérouler depuis l'indépendance avec ses grands ensembles et ses « tours chinoises » qui parsèment les périphéries des grandes villes ? Processus qui ignore le passé et les savoirs/ arts de faire accumulés au cours des périodes précoloniales. Ce pays n'a-t-il de profondeur historique que celle qui lui vient des derniers temps de la période coloniale française et qui culminent au début du siècle qui vient de s'éteindre?¹

Ou bien, comme semble le suggérer certaines initiatives² et des discours récents³, la possibilité existe-elle encore de sauver quelques fragments de notre

* Maître de conférence A, Université des sciences et de la technologie d'Oran (USTO), Chercheur au CREAD

¹ - Sur l'intervention architecturale et urbaine au début du siècle passé dans une ville comme celle d'Oran, voir R.LESPES (2003).

² - Voir la promulgation de la loi sur les biens culturels en 1998 et la désignation de nombreux centres anciens comme secteurs sauvegardés par le ministère de la culture

³- Ainsi, le dernier colloque organisé autour de la question de la réhabilitation de Sidi El Houari a ouvert des perspectives et proposé une méthode d'intervention (Cf. Réhabilitation et revitalisation urbaine, 19-21 Octobre2008, Oran, actes publiés en ligne).

patrimoine urbain séculaire menacé de génocide ? Cette perspective, loin d'être une vue de l'esprit, constitue une réalité⁴ dans de nombreux pays du monde ou du Maghreb et même en Algérie (cf. l'exemple mozabite).

Jadis, les centres anciens et les médinas se reconnaissaient à leur legs architectural⁵ mais aussi à une riche et diversifiée économie artisanale reposant sur de nombreux et variés métiers supposant la maîtrise de savoir-faire acquis à travers la succession des générations⁶. L'efficacité des modes de transmission établis (apprentissage, encadrement par les anciens) garantissait la reproduction des procès de travail et, partant, la continuité de la vie citadine.

En effet, la ville ancienne, ses caractéristiques et sa vie sociale, ne peuvent être dissociées d'une base économique qui était l'expression d'un mode de vie spécifiquement citadin⁷ et qui assurait, en même temps, une animation socioculturelle spécifique. Reposant sur un certain monopole et le secret, l'exercice des anciens métiers révèle une dextérité et une maîtrise technique progressivement tombés en désuétude.

Aujourd'hui, s'ils n'ont pas complètement disparus, ces activités connaissent un recul et une déliquescence grandissants. Hier, la colonisation⁸ et, depuis l'indépendance du pays, l'urbanisation accélérée, semblent avoir eu raison des résistances les plus tenaces. Mais le plus important dans cette « descente aux enfers » est que, pendant longtemps, cette dimension socio-économique du centre ancien semble avoir été complètement occultée au profit d'une vision réductrice limitant la préservation du patrimoine au seul cadre bâti et architectural⁹. A l'heure actuelle, cette représentation semble avoir été dépassée et une perspective

⁴ - La notion de patrimoine ne se limite pas, pour nous, au cadre bâti mais relève d'un ensemble global qui comprend les activités économiques et sociales. Ces dernières subsistent et se développent grâce à la mobilisation des savoirs et savoir-faire ancestraux.

⁵ - Ce travail n'aborde pas de front la question du patrimoine architectural en Algérie qui est l'objet d'une abondante littérature multidisciplinaire. Cette dimension est sous-jacente à cette présentation qui se concentre sur les métiers et les savoir-faire urbains traditionnels. La bibliographie comporte des références sur la dimension architecturale caractérisant ces établissements humains qui formaient une unité cohérente historiquement constituée.

⁶- On peut prendre deux exemples actuels significatifs : les ustensiles et les produits utilisés par les femmes au hammam d'une part, et la riche économie traditionnelle (et informelle) dont la production permet de constituer le trousseau de la mariée.

⁷- Citons la fabrication des instruments de musique dans la Casbah d'Alger (. LESBET, 1985

⁸ - Sur cette dynamique, voir D.SARI (1977) et les travaux de P. Bourdieu sur l'Algérie. Cf. aussi, notre thèse de troisième cycle : « Formation et développement du semi-prolétariat algérien (1830-1980), Paris I, 1983.

⁹ - Depuis quelques années, une prise de conscience semble se faire autour de l'intérêt d'une réhabilitation/revitalisation de ces activités dans différentes régions du pays, y compris à Oran. Différentes initiatives ont permis de relancer certains segments de l'artisanat traditionnel urbain. Dans la foulée, les initiateurs des plans de sauvegarde des « vieilles villes » (Ministère de la Culture) se rendent compte aujourd'hui à quel point les métiers de la restauration du bâti font défaut en Algérie.

englobant toute l'épaisseur économique et socioculturelle de ces lieux tend à prédominer.

La démarche, ici, est de montrer, à travers l'exemple de Sidi El Houari, la situation de délitement¹⁰ touchant actuellement les centres anciens et d'esquisser les grandes lignes d'une perspective dont la finalité serait de sauver ces lieux chargés d'histoire et de mémoire¹¹. Ceci est d'autant plus actuel qu'il y a de nombreux exemples, notamment maghrébins, qui montrent la faisabilité d'un tel projet de revitalisation des vieilles villes et de régénération des activités qui les irriguaient¹².

1. Sid-El-Houari : une préservation incertaine

Le choix du « vieil Oran » s'explique par trois raisons: la profondeur historique de ce centre qui remonte au dixième siècle (une présence humaine est attestée sur le site originel dès la préhistoire), l'état de délabrement actuel de l'économie traditionnelle qui est pratiquement en voie de disparition, surtout dans son segment productif remplacé par une activité commerciale le plus souvent moderne et, enfin, l'intérêt grandissant que suscite cet espace social.

Dans une perspective à moyen ou long terme, Oran ne peut divorcer de Sidi El Houari car il représente sa profondeur historique et mémorielle. Et tout projet urbain¹³ viable pour la métropole en devenir ne peut se concevoir sans ce centre traditionnel car il représente la « carte identitaire » d'Oran (K. METAIR, colloque d'Oran, 2008). En effet, ce petit centre OUAHRAN créé par les andalous en 902 est aujourd'hui un lieu chargé d'histoire et symbolise la culture oranaise empreinte d'un certain cosmopolitisme (traces encore vivantes de différentes civilisations).

Aujourd'hui, l'un des caractères essentiels de Sidi El houari est d'avoir subi de plein fouet les coups de boutoir des transformations des structures sociales traditionnelles à partir de la deuxième moitié de la période coloniale française et poursuivie, sans relâche, après l'indépendance du pays. Cette dynamique lui a fait perdre, non seulement, une partie de sa population qui est allée dans les nouveaux

¹⁰ - Cf. la quatrième partie de cette contribution.

¹¹ - Voir, à ce propos, le colloque d'Oran sur Sidi El Houari, 2008, op.cit.

¹² - Différents travaux historiques, dont l'ouvrage de R. LESPEL (2003), relève l'existence d'un certain nombre d'activités artisanales et commerciales à Oran avant la première période de colonisation espagnole (1509/1708) et, à certains moments de prospérité, l'exportation d'un certain nombre de produits en méditerranée, notamment en Espagne.

¹³ - Dans le sens développé par P. INGALLINA dans son ouvrage intitulé : « Le projet urbain », (Paris, P.U.F, 2003) qui situe l'intervention urbaine dans une conception globale.

quartiers modernes mais a transformé considérablement sa physionomie de centre artisanal et commercial traditionnel et son tissu ancien de relations sociales.

Actuellement, une réhabilitation de Sid El Houari avec la structure des anciens métiers est possible car, depuis quelques années, on assiste à l'expression d'un double intérêt, à la fois, pour ce centre ancien, mais, également, pour toutes ces activités qui peuvent constituer (Cf. infra les cas de Fez et Sfax), en relation avec le « secteur moderne », un véritable système productif local (FERGUENE, 2001).

En effet, on observe, depuis quelques années, une volonté de dépasser les déclarations d'intention et d'avancer dans la voie de la réhabilitation de cette ville. Parmi de nombreux faits récents, on peut relever le lancement d'un P.O.S., le rôle grandissant des Associations activant à Sidi El Houari, la restauration de quelques édifices importants (notamment par l'O.P.G.I.), la mise en place de relations de coopération internationale (espagnole, française) et, surtout, le lancement d'actions de formation dans le domaine des métiers de la restauration.

Nous montrerons, plus loin, le caractère essentiel de ce dernier type d'intervention qui permet de redonner vie à nos anciens savoirs et compétences sans lesquels le cadre bâti ne pourrait être réhabilité dans les règles de l'art. A ce propos, les initiateurs des plans de sauvegarde lancés au cours de cette année 2010 par le Ministère de la Culture, n'ont pas manqué de relever l'absence, en Algérie, de compétences qualifiées dans les métiers de la restauration des édifices des médinas.

De même, la ville ne serait, en l'absence des interactions de toutes sortes suscitées par l'effervescence des activités traditionnelles, qu'une coquille vide. Sans doute, instruits de cette réalité, les pays maghrébins (Maroc, Tunisie) ont manifesté une volonté de régénérer et de revaloriser les métiers et les savoir-faire anciens dans le cadre des projets de requalification des médinas qu'ils ont lancés¹⁴.

Dans le même sillage en Algérie, on peut observer, depuis quelques temps, les actions menées par le Ministère du tourisme et celui de la P.M.E/P.M.I. en vue de réhabiliter et de revaloriser l'artisanat local (Cf. Les Assises nationales de l'artisanat tenues en 2010). Cette dynamique est positive en ce sens qu'elle peut créer un climat propice à l'évolution de l'état d'esprit ambiant façonné par plus d'un demi-siècle de « matraquage idéologique moderniste ». De plus, les projets initiés peuvent ouvrir la voie à la réappropriation de savoir-faire tombés dans l'oubli.

¹⁴ - Pour plus de détails sur l'expérience tunisienne, voir M. MADANI, « Savoirs emboîtés et fabrique de la ville en Algérie », colloque international « Savoirs et Sociétés », CREAD, Alger, novembre 2007.

2. Expériences internationales de régénération des savoirs traditionnels

La pratique de l'artisanat est très ancienne au Maghreb et on peut la faire remonter à l'époque des phéniciens où les métiers liés à la construction connaissent une prospérité considérable : menuiserie, production du marbre et du cuivre, travail de la forge et de l'argent, fabrication du zellig et des roues en pierre puis en bois, etc.

L'arrivée de nouvelles civilisations (carthaginois, romains, musulmans) va impulser l'artisanat et le commerce et la production liée à la vie quotidienne : tissage, teinturerie, travail du cuir, fabrication de meubles et de moyens d'éclairage, industrie des aqueducs, etc. De même, les métiers liés à la construction se multiplient: menuiserie, travail du zellig, gravure sur pierre et plâtre, fabrication de marbre, etc. Avec certaines dynasties arabes et la venue des andalous, les métiers et arts se développent et, avec eux, d'autres savoir-faire (exploitation de l'eau).

La période coloniale va avoir des effets de déstructuration sur l'économie urbaine traditionnelle et entraînera progressivement le déclin et la dégradation des médinas. Néanmoins, le Maroc et la Tunisie vont réagir au milieu des années 1980 pour développer l'économie touristique mais aussi sous la pression des associations de défense du patrimoine. Les exemples de FEZ et SFAX méritent une halte

2.1. L'expérience de la médina de FEZ¹⁵

Jadis prospère, la médina de FEZ va connaître, elle aussi, une dégradation poussée des édifices qui la composent et une crise sociale dans le contexte d'une urbanisation / modernisation accrue. En effet, l'essor démographique lié à l'exode rural et au déclin économique vont entraîner le délitement de la vieille ville et la désorganisation des relations qui la constituaient en tant que communauté vivante.

Une telle situation va amener le Maroc à réagir et à réfléchir au lancement d'un projet de réhabilitation de FEZ. S'appuyant sur l'aide internationale, les autorités lancent des études en vue d'établir des diagnostics des espaces considérés tout en élaborant des plans d'intervention. D'autant plus que tout prédestinait FEZ à un tel intérêt : particularité du site, singularité de l'urbanisme, ambiance colorée favorisée par le foisonnement artisanal, etc.

¹⁵ - Pour des raisons de place, nous avons fortement condensé toute cette partie et la suivante. Pour plus de détails, Cf. N. BOUMAZA (1999) et M. MADANI (2010).

Progressivement, la réflexion et les études engagées vont déboucher sur l'élaboration d'une stratégie de réhabilitation comprenant trois dimensions : valorisation du patrimoine, résolution des problèmes urbanistiques et sociaux et ouverture sur le monde (tourisme international). L'intérêt d'une telle démarche, au-delà de ses limites opérationnelles, est d'avoir pu élaborer une vision globale de la réhabilitation et de l'aménagement de la médina.

2. 1.1. La logique d'intervention

Les études réalisées (Groupe huit, P.N.U.D) ont mis l'accent sur un axe essentiel : la revalorisation du rôle de centralité de la médina grâce à la réhabilitation des activités porteuses de développement économique (commerce et activités artisanales), culturelles (apports multiples de la patrimonialisation de la médina) et symbolique (redonner sens à l'identité et à la création locale ancestrale).

Appréhendant la médina en tant que globalité en interaction avec la ville, les actions menées cherchent à rehausser le niveau de centralité de ce lieu par la réhabilitation de son cadre physique, la revitalisation de son économie et des savoir-faire traditionnels et la réunion des conditions de sa réanimation culturelle.

2.1.2. La réhabilitation des métiers et savoir-faire traditionnels

Le projet d'intervention présente un certain nombre d'objectifs et des mesures opérationnelles visant le contrôle des activités, le regroupement par affinité des métiers et la délocalisation des activités présentant des nuisances.

Ainsi, tout en recherchant à régénérer les anciens métiers, le plan adopté veut réduire ou arrêter la prolifération des fonctions économiques en vue d'assurer la tranquillité des espaces habités. En même temps, le zoning adopté s'inspire du modèle de médina traditionnel tout en participant à une meilleure visibilité et gestion de la ville. L'ensemble des actions engagées (BOUMAZA ,1999) repose sur une volonté de réanimation culturelle et de développement du tourisme.

Ce programme était accompagné d'un certain nombre de mesures : création de groupes associatifs autour de la défense des métiers et des savoir-faire anciens, action en vue de ressusciter des produits devenus désuets (« Tarbouche », différentes formes de sellerie, etc.), intégration de jeunes chômeurs par le financement de projets de réhabilitation des anciennes activités couplées à des actions de revalorisation de l'image des métiers traditionnels, création de centres de formation spécialisés, arrimage des métiers anciens à l'activité touristique, etc.

Un regard critique porté sur l'expérience de la médina de FEZ permet de mettre en relief des échecs mais aussi des réussites dont la principale réside dans la revitalisation des activités traditionnelles, des savoir-faire qui les irriguent et dans les modes de réalisation basés sur la participation des habitants.

2.2. Le dynamisme de l'artisanat traditionnel dans la médina de SFAX (Tunisie)

Ancienne cité romaine qui a connu un développement significatif après la conquête musulmane, la ville de SFAX est actuellement la capitale économique du sud de la Tunisie. De même, la médina constitue un pôle économique et social important grâce à la mobilisation des potentialités disponibles.

Le rayonnement de Sfax s'explique par la vigueur de la P.P.M. dans la médina : 3500 unités de production occupent une superficie de 25 hectares (FERGUENE, 2001). Nonobstant la sphère commerciale, cette « ville-atelier » comprend différents corps de métiers : dinandiers, bijoutiers, fabricants de tamis et divers outils en bois, forgerons, tisserands, travailleurs du cuir, teinturiers, etc.

Ainsi, la médina constitue un creuset où s'étale une riche et multiforme P.P.M. sur un territoire réduit. Utilisant généralement, un outillage rudimentaire et simple, cet artisanat, actif et prospère, se reproduit grâce aux connaissances et savoir-faire traditionnels. En effet, la dynamique constatée n'a pas entraîné la déqualification des travailleurs qui font fonctionner les différents procès de travail.

Reposant sur la mise en œuvre d'une force de travail abondante et bon marché, ce secteur arrive à valoriser le gisement de connaissances, d'expériences et de compétences intégré dans les processus de travail. Dans la concurrence qui l'oppose au secteur moderne, il profite aussi de la polyvalence qui caractérise une force de travail bénéficiant de l'encadrement des anciens et des expériences accumulées. Ainsi, ce système traditionnel compense ses domaines de fragilité par une utilisation optimale de la main-d'œuvre qui présente des capacités d'adaptation remarquables.

Dans le même mouvement, le savoir-faire des travailleurs se matérialise dans l'ingéniosité qu'ils déploient dans le fonctionnement et la résolution des problèmes d'ordre technique que rencontre le procès de travail au quotidien. Reproduction des pièces de rechange, réutilisation des matériaux de récupération après réparation, prolongation de la durée de vie des machines (FERGUENE, 2001) : les formes nombreuses et variées de dextérité de cette main-d'œuvre sont omniprésentes pour rétablir un équilibre compromis au départ. De plus, cette configuration est reproduite en permanence car les relations sociales au sein de la

« communauté de la médina » favorisent la transmission des connaissances¹⁶ entre les membres de cette collectivité et à travers les générations. En effet, la continuité de cette tradition ne peut perdurer que grâce à la « formation continue» des jeunes générations, aux échanges (informations, habiletés, etc.) et interactions entre les producteurs de la médina. De même, les savoirs et les savoir-faire anciens sont constamment confrontés et adaptés (introduction de machines) à l'économie moderne et aux compétences qu'elle recèle.

Cette ouverture du secteur traditionnel sur l'extérieur montre, à quel point, savoirs anciens et savoirs actuels peuvent composer une synergie dont le résultat est la vigueur de cette économie qui repose sur le génie local mais sans être fermée aux innovations. De même, des tentatives de passage de certains artisans au stade de la production manufacturière / industrielle sur une échelle réduite sont notées.

De nombreux enseignements peuvent être tirés des actions engagées en comparaison avec Sid El Houari où la situation est très différente. En premier lieu, il est essentiel d'appréhender ces expériences pour en tirer toutes les conséquences théoriques lors de l'élaboration du projet de réhabilitation de Sidi El Houari.

Ensuite, la problématique de la réhabilitation se trouve ici particulièrement élargie intégrant toutes les dimensions de l'espace social, d'où, en amont, la mobilisation de compétences plurielles et la participation de tous les acteurs urbains.

Le dernier enseignement concerne l'importance de la présence des métiers anciens et des savoirs/ savoir-faire qu'ils véhiculent dans la reproduction des vieilles villes. Ce vecteur essentiel assure l'animation de l'espace traditionnel et contribue à sa continuité. Sans la maîtrise de connaissances de tous ordres, le projet de réhabilitation de l'espace social ancien restera une utopie.

3. Dissolution des structures traditionnelles et déclin des savoirs anciens

Il s'agit, ici, de situer la dynamique d'évolution de la P.P.M. dans son contexte et de cerner les causes principales de la régression des activités traditionnelles en Algérie. Néanmoins, une ouverture est esquissée en vue d'entrevoir une nouvelle démarche qui prenne en compte et valorise ce pan de notre histoire urbaine.

¹⁶ - Cet apprentissage sur le tas a prouvé son efficacité sur le terrain et, aujourd'hui, on observe à Sfax, une concentration des traditions liées à ce type d'activité et la circulation des savoirs et savoir-faire anciens dont on découvre toute la vitalité.

3.1. Dynamique historique d'érosion de la P.P.M. traditionnelle.

Les développements présentés constatent l'interdépendance entre promotion et revalorisation de la P.P.M. traditionnelle, essor des savoirs et prospérité socio-économique. Cette relation peut se concrétiser dans les apports multiples qu'un nouveau départ de cette forme de production peut avoir sur les développements économique, social, culturel et symbolique (préservation du patrimoine urbain).

Les nombreuses études et les expériences des pays qui ont préservé ce secteur montrent de manière éloquentes les retombées positives que peut induire une politique multipolaire (emploi, revenus, esthétique urbaine, repère identitaire, etc.). L'importance de ce réseau d'activités dans un pays, comme le nôtre, dépendant sur le plan économique et dépossédé d'une grande partie de son patrimoine culturel par le procès de domination colonial n'est plus à démontrer.

Les conditions dans lesquelles la P.P.M. précoloniale a été détruite et avec elle tout un mode de vie sont partiellement connus aujourd'hui (SARI, 1977; MADANI, thèse, op.cit ; TOUATI, 1981). Les enjeux d'une connaissance de ce patrimoine sont multiples et sont autant économique, politique que culturel et symbolique. Restituer le tissu d'activités qui cimentait et marquait la ville ancienne constitue, sans nul doute, une entreprise féconde, à plus d'un titre.

Par ailleurs, la régénération de la P.P.M ancienne peut aussi permettre la réhabilitation et la valorisation des savoir-faire traditionnels et éviter donc la déperdition des qualifications acquises auparavant. Ces dernières pourraient s'avérer utiles ou même être indispensables (cas des opérations de restauration, aujourd'hui incontournables, étant donné la prégnance de « l'impératif patrimonial »).

En liaison avec le développement économique et social depuis 1967, la P.P.M. a connu une dynamique contradictoire tout en jouant un rôle certain dans le nouveau mode d'accumulation. Par les revenus et l'emploi distribués, les biens et services fournis à une partie de la population démunie, la PPM va occuper une place importante dans la reproduction de larges couches de la population.

Au cours de cette période, la PPM ne figurait pas dans les priorités socio-économiques qui étaient orientées essentiellement vers l'industrie de base. L'action de l'Etat était limitée à des mesures fiscales. Cette marginalisation ne va pas empêcher cette forme de production de s'étendre : les petites activités ont connu

une croissance rapide entre 1967 et 1980. Ainsi, les revenus des « Indépendants » ont constitué 40% des revenus totaux des ménages en 1966 et 68% en 1978.

Le cours économique qui se consolide à partir de 1970 draine dans son sillage l'élargissement d'une série de petites activités embryonnaires ou inexistantes auparavant (artisanat de services et d'entretien) tandis que disparaissent ou survivent des occupations qui caractérisaient si bien l'ancien mode de vie urbain (artisanat de production (H.TOUATI, 1981).

Le lieu qui condense le mieux ce procès complexe¹⁷ de disparition /survivance, récupération/aliénation (artisanat traditionnel qui devient artisanat d'art), apparition /extension (artisanat utilitaire) est bien représenté par l'histoire mouvementée de l'artisanat¹⁸. Florissant durant la période précoloniale, détruit ou récupéré sous la colonisation, ce dernier a connu des fortunes diverses depuis l'indépendance.

Cette déperdition¹⁹ des métiers anciens est le résultat de l'exacerbation de la concurrence avec l'économie moderne et des divers modes de domination qui s'exercent depuis la colonisation jusqu'à aujourd'hui sur cette forme de production. En même temps, cette évolution traduit un déclassement des connaissances et savoir-faire qui existaient pendant la période précoloniale.

H. TOUATI fait ce constat : « [...] les deux projets de formation [...] sont aussi éloignés que l'est la société d'avant 1830 de celle qui se structure après : le premier vise à produire des artisans, le second à fabriquer des prolétaires. Leurs temporalités historiques sont aussi différentes [...]: le cycle long, lent, et ardu de formation du premier contraste particulièrement avec le séjour à « l'école d'apprentissage » et le médiocre enseignement qu'elle dispense. C'est qu'on est en présence de deux économies du travail totalement différentes. En effet, l'artisan précolonial, son autonomie, l'indépendance de son rythme productif, son objectivation dans son objet de travail, il les acquiert en un espace-temps péniblement long qui heurte dans tous les sens la rationalité capitaliste. Mais, [...], cette économie du temps compense l'archaïsme, du moins la simplicité de son moyen de travail, par un savoir et une maîtrise technico-artistique réels » (op.cit, pp50-51). Aujourd'hui, malgré les différentes formes de domination et contraintes subies par cette forme de production, elle n'en continue pas moins à résister. Même

¹⁷ - Le dossier du quotidien « La Tribune » consacré à l'artisanat traditionnel algérien actuel éclaire par certains aspects cette évolution contrastée (n° du 16/11/2000, pp 10 à 14).

¹⁸ - Pour une synthèse historique bien documentée de l'artisanat de production avant, pendant la colonisation, jusqu'à la fin des années 1960, voir le document intitulé « L'artisanat algérien » (Centre d'Etudes économiques n° 4, Chambre de Commerce et d'industrie d'Alger, Octobre 1968).

¹⁹ -SARI avait mis en relief, dès 1968, l'effondrement de l'artisanat dans trois villes Nedroma, Mazouna, Kalaa. A Oran, 186 cessations d'activités ont eu lieu entre 1965 et 1974 (MADANI,2010).

si l'effectif est en baisse (50 000 artisans traditionnels sur le territoire national en 2000) et certaines activités en crise, il n'en demeure pas moins que de nombreuses autres arrivent à trouver un certain équilibre et cherchent à se développer en tirant profit des améliorations du contexte général qui enregistre des ouvertures de l'Etat vers ce secteur après des décennies de dogmatisme moderniste.

Dans la foulée, les unités de production les plus performantes évoluent et s'interrogent sur leurs capacités à faire face à la concurrence nationale et internationale. L'un des axes essentiels de cette préoccupation est constitué par l'impératif de se réapproprier les savoirs et savoir-faire traditionnels perdus et d'intégrer les évolutions actuelles pour pouvoir faire face aux défis du 21^{ème} siècle.

Cette dynamique est, d'autant plus possible, que des perspectives favorables apparaissent : retour progressif du tourisme international, émergence, encore timide, de possibilités d'exportation comme cela est le cas pour la céramique, les tapis (Tlemcen) et les bijoux targuis. La réalisation de ce projet implique la mise en place de dispositifs efficaces de formation s'inspirant de notre vécu historique.

4. La disparition des savoirs anciens ou la réhabilitation compromise

Les exemples présentés montrent l'importance stratégique de la préservation et de la réhabilitation du centre historique pour chaque ville où la bonne-gouvernance est une valeur recherchée. Les enjeux d'un tel projet urbain sont innombrables et touchent tous les domaines de la société (M. MADANI, 2007, op.cit).

Ce qui retient l'attention lorsqu'on commence à appréhender la question de la sauvegarde de Sid-El-Houari²⁰, c'est le décalage existant entre le degré de dégradation de ce centre et l'intérêt, les discours et passions qu'il suscite à Oran et ailleurs. En effet, l'engagement pour « sauver Sidi El Houari » (Colloque, Oran, 2008) ne se traduit que rarement par des actes concrets. Après les poussées de fièvre épisodiques, l'immobilisme et le découragement reprennent très vite le dessus.

Néanmoins, les actions qui ont été lancées ici ou là, les débats engagés, ont permis de faire avancer la réflexion, d'affiner mieux les problèmes posés et de cerner avec davantage de précision le projet d'intervention et ses enjeux. L'objectif vise à éclairer une de ses facettes souvent méconnue : la dimension socio-économique et le rôle des savoirs et savoir-faire dans la dynamique de requalification de ce centre.

²⁰ - Le statut de secteur sauvegardé vient d'être accordé à Sid-El-Houari en cette année 2011.

Le but ici est d'insister sur la nécessité d'élargir la vision de la réhabilitation de Sidi El Houari : la valorisation de ce centre ne peut faire l'impasse sur une stratégie de progrès socio-économique et de réanimation urbaine. Pour garder « l'âme de la ville », il faudrait accorder l'intérêt indispensable aux métiers et aux savoirs anciens.

Ainsi, ce lieu de mémoire peut se prêter parfaitement à différentes opérations de qualification : réutilisation de certains édifices réhabilités (hôpital Baudens : un centre artisanal de la ville ?), mise en valeur des sites en fonction de leurs qualités spécifiques (la pêcherie : creuset des activités dédiées à la mer ?), redynamisation des savoir-faire oubliés (école de formation des métiers de la restauration), etc.

Constatant l'état avancé de dégradation de Sidi El Houari, la présentation qui suit insiste sur l'absence des compétences nécessaires pour redynamiser ce lieu et montre le caractère incontournable d'une réappropriation de nos anciens savoirs et savoir-faire en mettant en place des actions de formation appropriées.

4.1. La dégradation du centre ancien.

Le premier élément qui attire l'attention est constitué par le volume total de la population dont le nombre a franchi la barre des 30 000 habitants, soit 31 603 personnes (R.G.P.H, 1998). Ceci mérite l'attention si on sait que l'étude ECOTEC de 1977 considérait que le seuil de saturation du quartier était atteint à 30 000 habitants. En 1978, le quartier ne dépassait pas 25 000 habitants. Ce chiffre est important dans un contexte de dégradation du cadre bâti avec des effondrements d'immeubles dont l'effet aurait dû se traduire par une baisse de la population dans le quartier.

Cette situation s'explique par deux raisons essentielles:

- une bonne partie des habitants est allée vers d'autres zones de Sid-El-Houari où le bâti est en meilleur état. D'ailleurs, même les ruines sont habitées;
- un second flux correspond à une migration externe car cet espace constitue un lieu de transit pour de nouveaux arrivants dont le profil présente un large spectre des lieux d'origine (attraction nationale).

Ainsi, Sid-El-Houari semble jouer le rôle d'un centre dégradé offrant des opportunités à une population immigrée de première génération. Dans ce cas, comment planifier l'aménagement du quartier, régler la question du logement et assurer la conservation du patrimoine (certains sites classés sont habités)?

On note ainsi un renouvellement important de la population : plus de 50% des habitants sont venus à Sid-El-Houari après 1966 et plus de 30% sont arrivés après 1972-1973. La population d'avant 1962 ne dépasse pas 20% (P.O.S., op.cit.).

Il faut noter aussi une nucléarisation avancée de la famille qui coïncide avec le ménage (cas de la pêcheurie). En même temps, on observe la persistance de familles composées (Haï Nasr, la Casbah). Si on considère l'occupation du logement, la moyenne est de 6,47 personnes par famille et 5,47 personnes par ménage, ce qui est plus élevé par rapport aux Planteurs par exemple (5,82 et 5,22). Des disparités existent et on a des îlots où les familles comprennent 9 personnes.

L'autre caractéristique à considérer est qu'une bonne partie de la population vit dans l'entassement : le taux d'occupation par pièce est plus élevé que celui de la commune d'Oran(2,4). Dans certaines zones, il atteint 4, ce qui est le double du seuil d'insalubrité toléré.

Sur le plan économique, le taux de chômage est de presque 17% pour les hommes et ce sont les jeunes (18-25 ans) qui sont les plus touchés. Le manque de qualification explique cette situation (d'où l'intérêt des formations sur les anciens métiers, grands pourvoyeurs d'emplois). La répartition par branche montre que l'artisanat et le commerce constitue 25% du total des activités. Les catégories d'emploi dominantes sont celles d'ouvriers, d'employés, dockers, pêcheurs, tailleurs, serveurs, petits commerçants. La place des activités traditionnelles est insignifiante.

Globalement, Sidi El Houari est un quartier populaire composé d'une population dont la majorité subsiste avec des revenus modestes. Là aussi, le travail informel remplit le vide. Cette population travaille dans le quartier mais aussi à Oran et à Arzew. Cette expérience acquise du secteur moderne peut-elle être valorisée dans les métiers anciens réactivés ?

Il apparaît aussi que la population est attachée à son territoire mais les déséquilibres caractérisant cet espace social ont affecté ce rapport. Les rares interventions de réhabilitation menées dans le quartier ont été favorablement accueillies et même imitées par certains propriétaires privés. Ce qui dénote un attachement au quartier qu'il faut renforcer par la prise en charge des attentes de la population qui demande l'amélioration des conditions d'habitabilité (réhabilitation).

De même, une partie des résidents se sent exclue par l'habitat : toute action de réhabilitation pourrait voir la participation de cette population. D'où l'intérêt d'une régénération des anciens métiers pour intégrer la population et réhabiliter le lieu.

4.2. Le talon d'Achille de la réhabilitation : l'absence de compétences adaptées.

Parler de réhabilitation du centre ancien ou des sites historiques qu'il abrite, sans évoquer les conditions socio-économiques à réunir pour réaliser ce projet semble peu réaliste et expliquerait les tergiversations, sur ce plan, depuis les années 1970. Pour reprendre le fameux adage, c'est : « placer la charrue avant les bœufs ».

En effet, comment peut-on envisager de lancer un plan de sauvegarde si on ne dispose pas de compétences multidisciplinaires dans le domaine de la réhabilitation ou de la rénovation ? Et si on ne fait pas l'effort nécessaire pour lancer des actions de formation dans ce secteur ? Il en va de même, si on considère la restauration des édifices anciens, où l'absence de savoir-faire se fait cruellement sentir.

Un regard sur les tentatives de réhabilitation ou de « conservation » engagées, depuis les années 1970, permet de constater des limites sur les plans théoriques (les modes d'intervention sur la ville ancienne) mais aussi pratique (savoir-faire liés aux opérations de réalisation de détail)²¹. Cela signifie t-il, finalement, qu'au-delà des discours et des intentions, la préservation de Sidi El Houari ne constitue nullement un objectif important (pour ne pas dire prioritaire) ? Ou, alors les forces d'inertie sont-elles si puissantes qu'elles découragent toute bonne volonté ?

Le constat est là : les vieux métiers ont pratiquement tous disparus de la vieille ville et ne reste que quelques bribes éparpillées ici ou là.²² Sidi El Houari aujourd'hui constitue une sphère du commerce et de l'artisanat moderne et les métiers traditionnels en rapport avec la restauration dont la ville a un besoin pressant n'existent plus. Ainsi, les savoir-faire anciens qui faisaient la fierté des oranais n'appartiennent plus au patrimoine immatériel de la deuxième métropole du pays.

A juste titre, les rédacteurs du P.O.S. de Sidi El Houari ont proposé d'injecter des activités traditionnelles en relation avec l'espace d'accueil ou, du moins, celles qui le dérangent le moins. Mais, cette action implique la réunion d'un certain nombre de préalables parmi lesquels la présence de compétences avérées est incontournable.

²¹ - Chacun se souvient de la polémique qui s'est développée à Oran autour de la restauration du fort de Santa Cruz : les associations ayant estimé que l'entreprise de réalisation n'était pas qualifiée.

²² - Un ferronnier, un réparateur de vieux meubles, quelques activités liées au commerce traditionnel.

L'autre axe essentiel qui pourrait créer une dynamique et favoriser la revitalisation de Sidi El Houari réside, comme de nombreuses expériences internationales l'ont montré, dans « l'invention touristique ». Ce saut qualitatif reste à accomplir²³ malgré toutes les potentialités de ce centre chargé d'histoire qui remplit, selon de nombreux spécialistes, les conditions d'inscription au patrimoine mondial (Colloque d'Oran, 2008, op.cit).

Là aussi, des efforts colossaux doivent être menés pour restaurer le patrimoine architectural et réhabiliter les manières de produire spécifiques au vieux centre. La régénération de nos savoir-faire ancestraux est une obligation incontournable et réalisable si apparaît une volonté politique et une mobilisation de la société civile.

L'ensemble de ces objectifs suppose la mise en place, au préalable, de structures spécialisées et compétentes dans les différents domaines de la réhabilitation (études, formation, interventions spécialisées, etc.). La création de ces institutions qui devra intégrer toutes les potentialités de la société civile²⁴ permettra d'inscrire dans la durée l'action patrimoniale. De plus, le rôle de ces structures sera de réunir, de garder et de diffuser les connaissances accumulées au fur et à mesure de l'expérience patrimoniale (M. MADANI, 2007, op.cit).

L'urgence, dans ce cadre, est de se situer aussi dans une perspective d'intervention car l'absence d'expérience ne permet pas d'acquérir un savoir-faire et d'évoluer. Il ne s'agit pas de se lancer à l'aventure mais l'action doit être mûrement réfléchi et préparée en s'entourant du maximum de garantie de réussite. Dans le contexte où nous nous plaçons, l'erreur peut avoir des conséquences irréversibles.

De ce point de vue, le recours à l'aide étrangère dans le domaine technique, comme l'ont fait les tunisiens et les marocains, n'est pas une éventualité à écarter pour des raisons dogmatiques. Mais le choix doit être bien ciblé et le travail encadré par les nationaux (D. LESBET, 1985). La wilaya d'ORAN vient d'opter pour cette dernière alternative.

L'essentiel est de commencer, même à une petite échelle. L'expérience de l'O.P.G.I. est exemplaire. En effet, les opérations engagées par l'Office –études et réalisations- lui ont permis d'acquérir et de capitaliser un savoir-faire important dans

²³ - Malgré l'attrait de la ville d'Oran, le tourisme culturel, qui se limite à Sidi El Houari, est encore à l'état embryonnaire. La relance de ce secteur implique une requalification au sens fort de ce centre. Ce travail de longue haleine qui doit mobiliser l'ensemble des acteurs urbains doit prendre en compte le cadre bâti, mais aussi toutes les dimensions de la vieille ville sans altérer son caractère

²⁴ - Cette proposition tient compte de l'incapacité des organes officiels bureaucratiques d'assumer les fonctions pour lesquelles ils ont été créés. Ainsi, à Oran, même les objets et les sites patrimoniaux classés et censés être protégés par les institutions concernées, connaissent le dépérissement et disparaissent les uns après les autres (Cf. loi de 1967).

le domaine de la réhabilitation tout en lui donnant l'occasion « de faire valoir l'idée de la faisabilité de la réhabilitation auprès des autorités compétentes » (Document interne OPGI, Bilan des opérations de réhabilitation, Oran, 2004, p 19).

Reste peut-être à faire passer ce savoir expérientiel dans le domaine de la formation qui constitue, de notre point de vue, la base d'un projet de réhabilitation dans le contexte d'un centre ancien comme celui de Sidi El Houari. Là aussi, des acteurs, encore peu nombreux, sont présents et agissent pour « revitaliser » des métiers anciens et pour transmettre des savoir-faire menacés de disparition.

4.3. La connaissance et la formation pour réhabiliter la cadre bâti

Ce caractère indispensable de la formation a commencé à être intégré par le tissu associatif présent à Sidi El Houari qui s'est rendu compte, dans la pratique et le rapport direct au lieu, à quel point tout projet de réhabilitation est utopique à Oran tant qu'on n'a pas pu réunir les compétences nécessaires à la base.

Dès lors, de nombreuses associations vont chercher les modes opératoires pour organiser des formations avec l'aide de la coopération internationale, notamment espagnole. Ceci est d'autant plus pertinent qu'une grande partie des édifices de Sidi El Houari sont espagnols. Différents cycles de formation ont été menés. Parmi ceux-ci, certains ont duré dix mois. Ils ont touché les métiers de la maçonnerie, menuiserie, forge, plâtre, les matériaux pierreux en général et la couture. Plus : une association a même investi, en quelque sorte, dans la formation de formateurs puisqu'un architecte qui a suivi un cycle d'apprentissage sur différents métiers est en train, à son tour, de transmettre les connaissances et savoir-faire ²⁵ acquis à de nouvelles promotions qui seront intégrées dans les opérations de restauration. On peut citer, par exemple, tout le travail qui a été mené pour redonner de meilleures allures aux bains turcs devenus d'ailleurs le siège d'une association.

Dans cet ordre d'idées, et pour combler un vide en quelque sorte, de nombreuses associations et certaines voix du monde professionnel revendiquent l'édification d'une école dédiée à la formation aux anciens métiers et aux savoir-faire liés à la restauration. Apparemment, ce projet est en voie d'être réalisé à partir d'une collaboration entre les associations et l'agence de coopération espagnole

²⁵ - En effet, les structures de formation traditionnelles dont on a dit quelques mots n'ont pas été remplacées ou ressuscitées après l'indépendance. Le projet moderniste était sur d'autres fronts pour « construire l'Algérie du 21^{ème} siècle » et il n'était pas dans son orientation de s'occuper « de la pierre des siècles passés » (propos attribués au Président Boumediène à la suite d'une visite à Portus Magnus, ruines romaines situées à Bethioua, près d'Arzew).

Cet outil constitue un premier maillon d'un dispositif complexe (P. SIGNOLES et al., 1999) qu'il faudra mettre en place, consolider et enrichir, pour inscrire la réhabilitation et la patrimonialisation dans le cours normal du fonctionnement des institutions et ne pas lui donner l'apparence d'une action volontariste. Ce dernier profil apparaît, plutôt, dans l'impuissance d'un pouvoir politique qui n'assume pas toutes ses prérogatives d'un Etat moderne en laissant périr les lieux historiques.

De la même façon, l'importance stratégique de la formation et des anciens métiers semble bien avoir été saisie par les concepteurs du plan du sol (P.O.S) de Sidi El Houari lorsqu'il recommande, dans l'esquisse du plan de sauvegarde qu'ils ont présenté, la réutilisation de l'ancien hôpital en tant que centre artisanal et la mise en place d'un atelier des beaux arts et de l'artisanat traditionnel à partir de la réhabilitation d'un édifice parmi ceux qui sont en train de se dégrader à vue d'œil.

Cette approche qui permet à des acteurs en phase avec l'action patrimoniale de s'investir de manière concrète dans la réhabilitation d'objets urbains de valeur ouvre, en même temps, la possibilité d'injecter des fonctions (comme la formation) qui constitueront des leviers pour l'action à venir. Sans compter la valeur d'exemple et la réanimation urbaine que de telles réalisations peuvent permettre.

Nous terminons cette présentation en relevant la nécessité de réaliser un inventaire de ces métiers et savoir-faire qui ont jalonné l'histoire de Sidi El Houari. Ici, la balle est dans le camp des spécialistes algériens. D'autant plus que, régulièrement, sont annoncées de nouvelles découvertes de sites historiques « dues au hasard » dans ce périmètre (Le Quotidien d'Oran du 24/07/2007).

CONCLUSION

Cette contribution consacrée à la réhabilitation des centres anciens et à ses modalités a mis l'accent sur le caractère éminemment civilisationnel de ce type de projet car il pose la question de notre rapport à notre passé et notre identité historique. De plus, le degré de réussite, dans une entreprise qui se caractérise par sa complexité, met en relief nos capacités spécifiques d'intervention et leurs limites et le degré de développement cognitif et conatif auquel notre pays est arrivé.

Dans ce cadre général, nous avons focalisé sur « l'homme qui produit la pierre », les savoirs et savoir-faire produits et accumulés, à travers les siècles. Chaque période constituait une synthèse spécifique entre le legs historique et les innovations du présent. Mais la colonisation et l'évolution depuis 1962 ont cassé cet équilibre et constitué une rupture dont nos centres anciens ressentent encore les contrecoups.

Sidi El Houari est en train de disparaître sous nos yeux. Les militants du patrimoine n'arrivent plus à contenir la boulimie foncière des promoteurs qui poussent à la démolition du bâti ancien. Loin d'engager des dispositifs efficaces de protection, les pouvoirs publics en Algérie semblent impuissants.

.Le résultat est sans appel pour Sidi El Houari : une simple déambulation sur site montre l'étendue des dégâts : pourquoi promulguer une loi sur la protection des biens culturels (1998) si la vieille ville est livrée à elle-même ? Réhabiliter Sidi El Houari dont la perte pour la capitale de l'Ouest peut-être irréversible n'est-il pas une priorité ? Au-delà des dimensions symboliques et identitaires, n'est-il pas urgent d'intervenir pour des raisons simplement instrumentales (tourisme culturel) ?

Néanmoins, nous avons mis l'accent sur les enjeux décisifs du projet de réhabilitation de Sidi El Houari en montrant le rôle de la société civile qui tente de freiner la destruction de ce patrimoine. Plus : des actions significatives veulent ouvrir une autre dynamique en rupture avec les tendances involutives actuelles.

De ce point de vue, l'agir en direction de la formation pour retrouver des savoir-faire perdus constitue le début d'un processus positif qui peut s'étendre (formation de formateurs). N'a-t-on pas vu des structures officielles intervenir, dans l'urgence, de la même façon, lorsque des impératifs instrumentaux s'imposaient à eux ? L'objectif ici est loin d'aller dans le sens du pessimisme ambiant. Montrant l'impasse des approches technicistes, il ouvre des perspectives que l'action de la société civile emprunte au quotidien. Les savoirs actuels ne peuvent trouver toute leur pertinence que dans leur synergie avec les savoirs et compétences anciens.

Les acteurs qui envisagent d'ouvrir des écoles de formation orientées sur les métiers anciens de la restauration rendent possible les projets de réhabilitation car les savoirs liés à l'intervention patrimoniale ne peuvent trouver à s'accomplir si les compétences qui ont présidé à l'invention des lieux ne sont pas de nouveau maîtrisés. Comment faire revivre une médina si on est incapable de restaurer convenablement une maison (travail de la chaux, de la pierre, de la mosaïque, etc.) ?

Aujourd'hui, après l'éclipse de l'illusion moderniste et l'expérimentation des effets destructeurs de la politique de la « table rase » sur nos savoirs et savoir-faire anciens dont beaucoup sont loin d'être irrémédiablement désuets, des initiatives tendent à ouvrir de nouvelles perspectives et à donner un sens nouveau à la modernité. Une modernité qui permet d'avancer tout en incorporant les sédimentations cognitives et conatives accumulées par le génie de notre peuple à travers les siècles.

Tout réside dans l'accomplissement de cette synthèse créatrice entre savoirs anciens et savoirs actuels dans des temporalités sans cesse recomposées

BIBLIOGRAPHIE

Agence de coopération espagnole, 2008 « Réhabilitation et revitalisation urbaine », Colloque international, Oran, 19-21 Octobre, (actes publiés en ligne).

CRESTI (F), 1978, Quelques notes et documents à propos des centres historiques en Algérie, ALGER, E.P.A.U.

Direction de l'Urbanisme, de la Construction et de l'Habitat, 2007, Plan d'occupation du sol de Sidi El Houari, 1^{ère} phase, diagnostic et esquisse d'aménagement, Oran.

FEJJAL (A), GUERRAOUI(D), 1988, L'industrialisation de l'artisanat à FEZ, histoire de développement, Cahiers de l'I.E.S de LYON n°4, pp 6-8.

FERGUENE (A), 2001, Savoir-faire artisanaux et dynamismes locaux dans les vieilles villes du Maghreb : l'exemple de la médina de SFAX in SASSU(A), Savoir-faire et productions locales dans les pays de la méditerranée, Paris, Isprom/Publisud

LESBET (Dj), 1985, La Casbah d'Alger. Gestion urbaine et vide social, Alger/Paris, O.P.U /C.N.R.S-CEGET.

LESPEDES (R), 2003, Etude de géographie et d'histoire urbaine, Oran, Ed. Bel Horizon.

MADANI (M), 2010, Savoirs anciens, Savoirs nouveaux. Le cas de Sid-El-Houari, Rapport de recherche, Alger, CREAD, 48p

MAROUANI (A), 1994, Dynamique urbaine et développement économique : le cas de la médina de SFAX, Mondes en développement n°85, tome 22, pp 83-97

MATELLART (A), 2005, Diversité culturelle et mondialisation, Paris, La découverte,

NADIR (F), 1975, Approches sociographiques de l'artisanat algérien, Paris, Ecole des hautes Etudes en sciences sociales.

SARI (D), 1970, Les villes précoloniales de l'Algérie Occidentale, Alger, SNED.

SIGNOLES (P), EL KADI (G), SIDI BOUMEDINE (R), 1999, L'urbain dans le monde arabe. Politiques, instruments et acteurs, Paris, CNRS-Editions.

TOUATI (H), 1983, Artisans tlemceniens . XIX^{ème}-XX^{ème} siècle. La marche des tisserands vers le prolétariat, Nice, Actes des journées d'études « Les Savoirs dans les pays méditerranéens » de Bendor du 14-16 mai 1981.